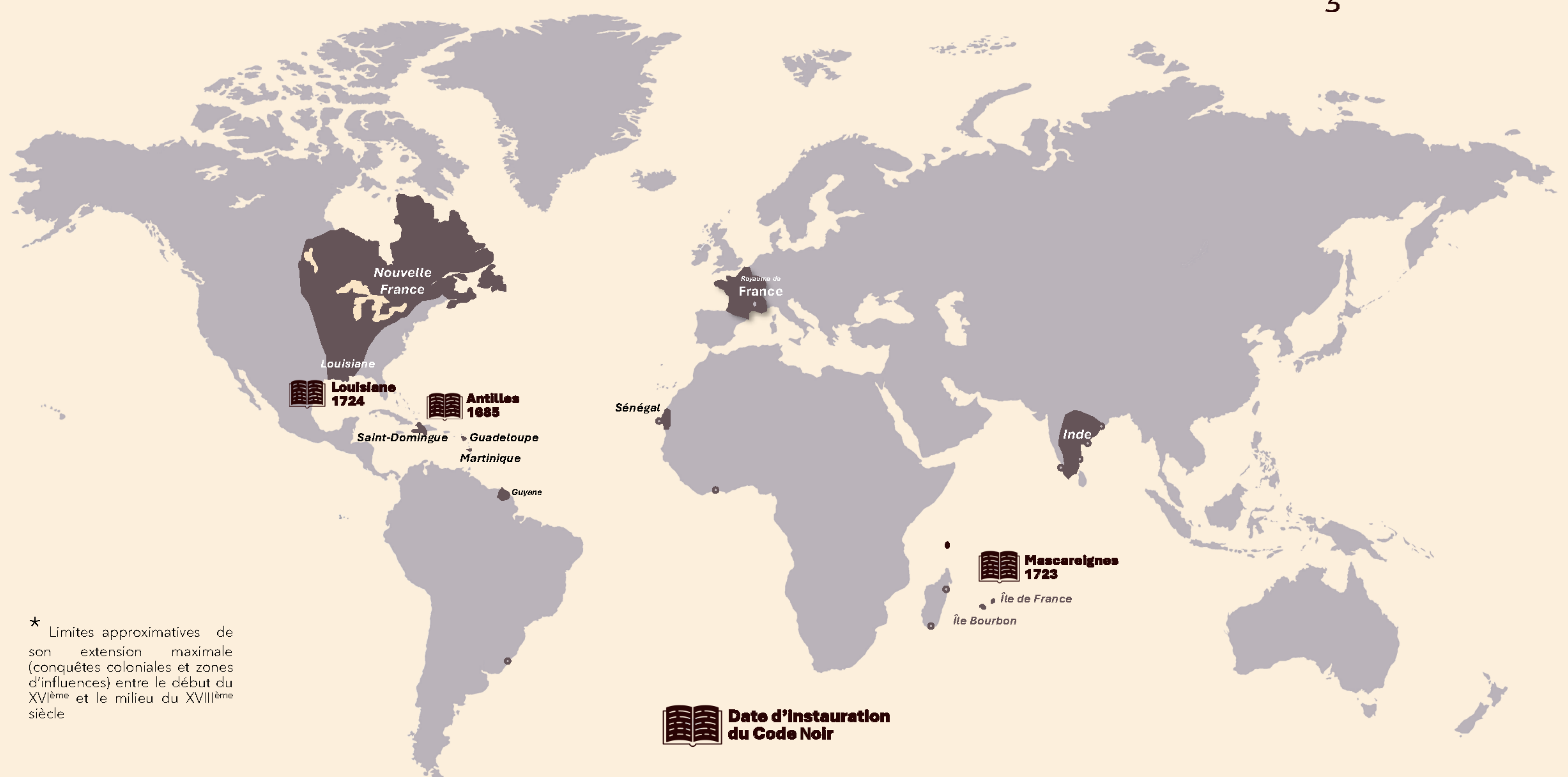


Lettres patentes de 1723

ou

Code Noir des îles de France et de Bourbon

LE PREMIER EMPIRE COLONIAL FRANÇAIS*



1723

Lettres patentes

En 1723, la France dispose d'un vaste empire colonial. Aux Antilles, à la Louisiane et aux Mascareignes se mettent en place progressivement des sociétés et économies de plantation visant à produire des denrées telles que le sucre ou le café. Avides de main-d'œuvre, ces activités conduisent à l'institutionnalisation de l'esclavage et de la traite négrière.

Durant le règne de Louis XIV, les Antilles, premières concernées par ce phénomène, sont destinataires des Lettres patentes royales de 1685, inspirées par Colbert (secrétaire d'État à la Marine de 1669 à 1683). Passées à la postérité sous le nom de Code Noir des îles françaises d'Amérique, ces lettres visent à régir le statut des esclaves. La volonté royale est de s'affirmer dans ces colonies et de s'immiscer dans les rapports entre esclaves et maîtres en limitant l'arbitraire de ces derniers.

À Bourbon, l'esclavage étant déjà une réalité, certaines dispositions du Code Noir des Antilles y sont appliquées de fait. Il faut toutefois attendre l'installation française à l'île de France et une demande officielle de la Compagnie des Indes orientales pour qu'en décembre 1723 des Lettres patentes régissant l'esclavage dans les Mascareignes soient éditées : il s'agit du Code Noir des Mascareignes, suivi en 1724 de l'équivalent pour la Louisiane.

Ces différents textes sont fondés sur des principes communs : l'esclave ne peut pratiquer que la religion catholique (il doit être baptisé) ; il ne peut rien posséder. Défini en tant que « bien meuble » transmissible, il demeure toutefois juridiquement responsable de ses actes et peut être puni pour ces derniers.

Le Code Noir des Mascareignes est enregistré à Bourbon le 18 septembre 1724 et à l'Île de France en mai 1726. Partiellement amendé, il reste en vigueur à Bourbon jusqu'au moment de l'abolition de l'esclavage en 1848.

Les Archives départementales de La Réunion en conservent l'exemplaire original expédié sur parchemin.



Pour aller plus loin :

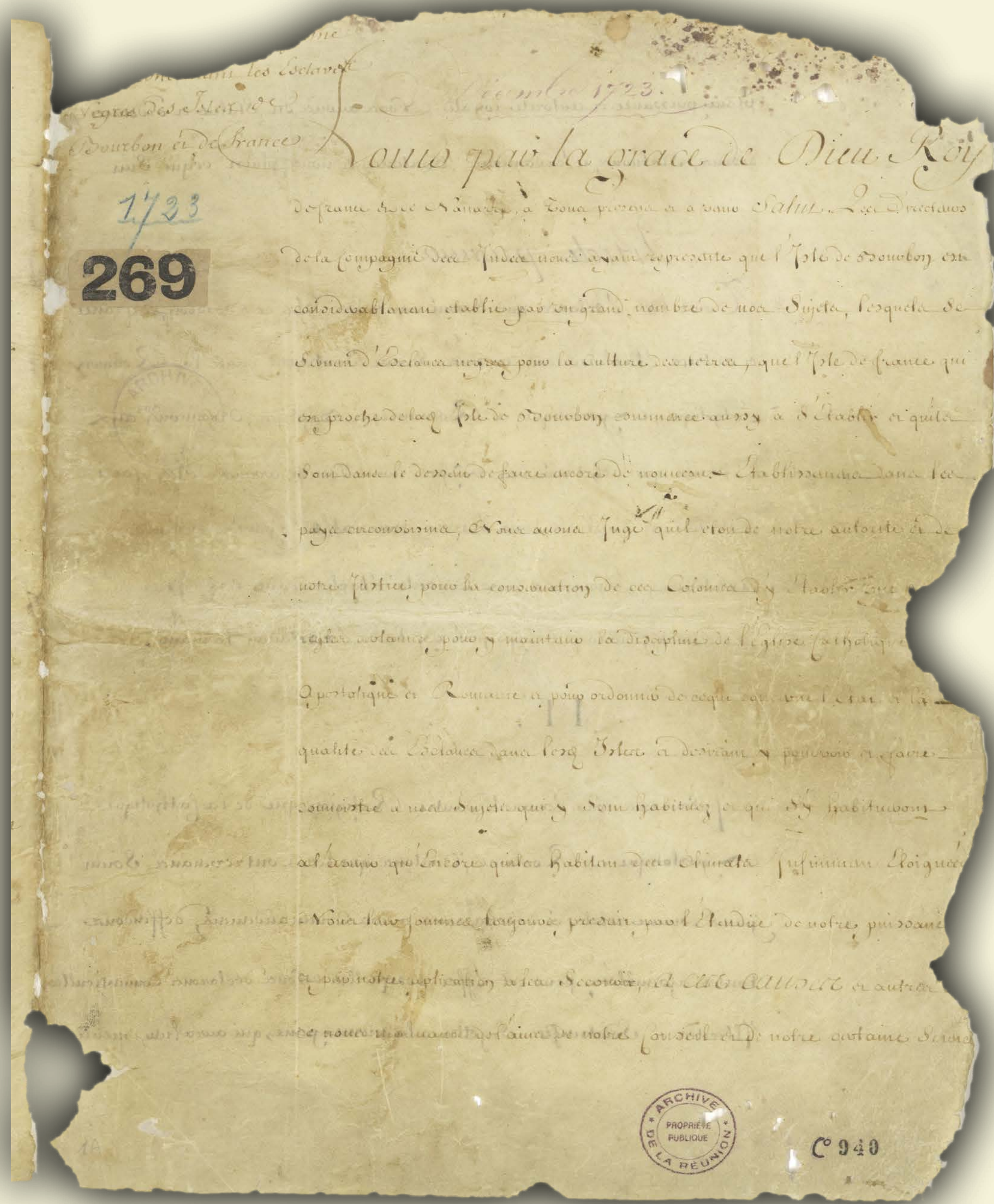
NIORT (Jean-François), *Le Code Noir. Idées reçues sur un texte symbolique*, Editions Le Cavalier Bleu, coll. « Idées reçues », 2015, 124 p.

RIVIERE (Marc-Serge), *Codes Noirs et autres documents concernant l'esclavage*, Curepipe, Osman Publishing, 2009, 200 p.

SALA-MOLINS (Louis), *Le Code Noir ou le calvaire de Canaan*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Quadrige », 1987, rééd. 2018, 324 p.



Louis par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre, à tous présents et à venir Salut.

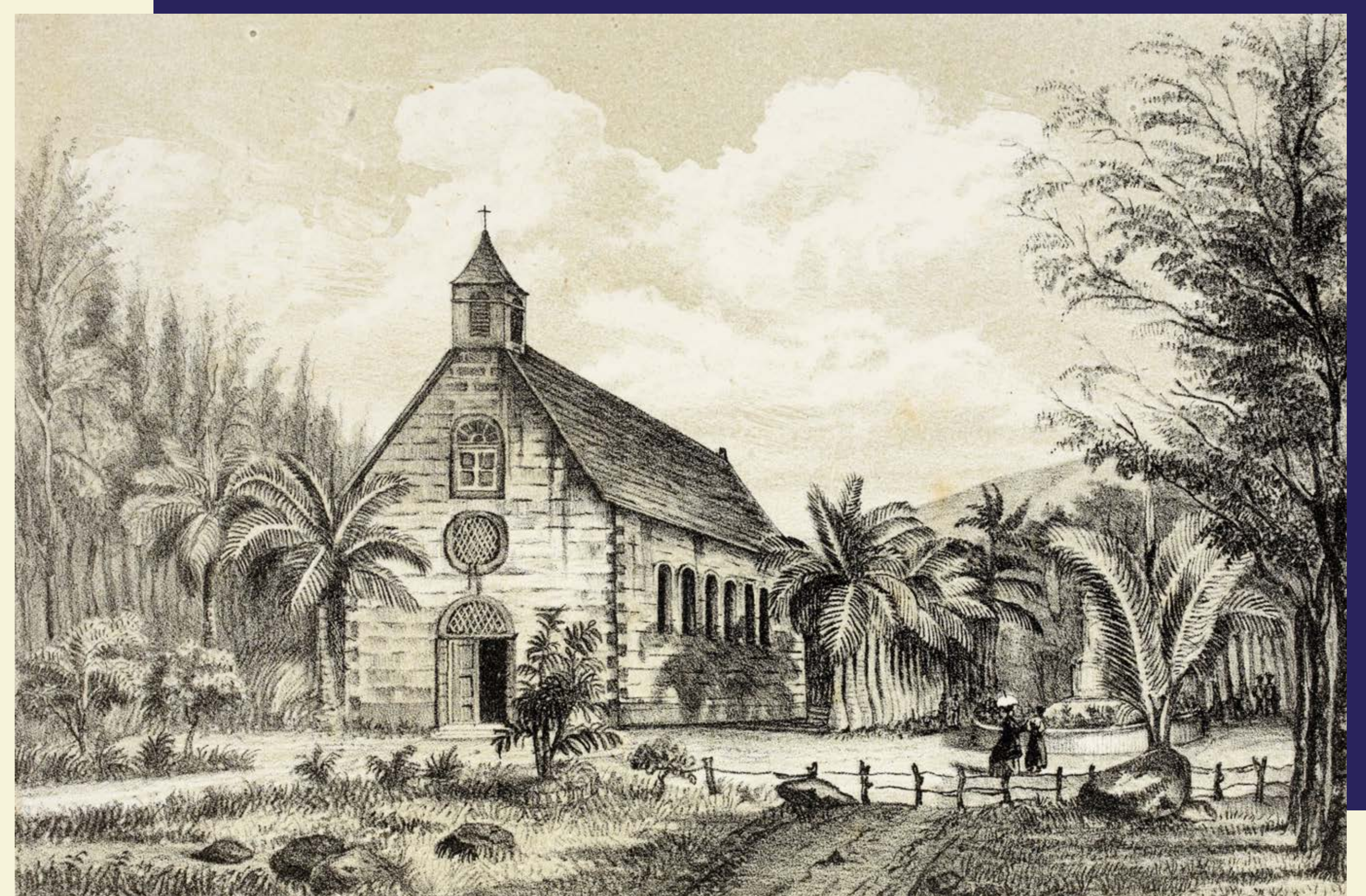


Les directeurs de la Compagnie des Indes, nous ayant représenté que l'Île de Bourbon est considérablement établie par un grand nombre de nos sujets, lesquels se servent d'esclaves nègres pour la culture des terres, que l'Île de France qui est proche de ladite Île de Bourbon commence aussi à s'établir et qu'ils sont dans le dessein de faire encore de nouveaux établissements dans les pays circonvoisins, nous avons jugé qu'il était de notre autorité et de notre justice pour la conservation de ces colonies d'y établir une loi et des règles certaines pour y maintenir la discipline de l'Église catholique, apostolique et romaine, et ordonner de ce qui concerne l'état et la qualité des esclaves dans les dites îles, et désirant y pourvoir et faire connaître à nos sujets, qui y sont habitués

et qui s'y habitueront à l'avenir, qu'encore qu'ils habitent des climats infiniment éloignés, nous leur sommes toujours présent par l'étendue de notre puissance et par notre application à les secourir ; à ces causes et autres à ce que nous mouvons, de l'avis de notre conseil et de notre certaine science, pleine puissance et autorité royale, nous avons dit, statué et ordonné, disons, statuons et ordonnons, voulons et nous plait ce qui suit :

Article premier

Tous les esclaves qui seront dans les îles de Bourbon, de France et autres établissements voisins, seront instruits dans la religion catholique, apostolique et romaine ; ordonnons aux habitants qui achèteront des nègres nouvellement arrivés, de les faire instruire et baptiser dans le temps convenable, à peine d'amende arbitraire ; enjoignons aux conseils établis dans les dites îles, ou directeurs pour la dite Compagnie, d'y tenir exactement la main.



||

Interdisons tous exercices d'autre religion que la religion catholique, apostolique et romaine ; voulons que les contrevenants soient punis comme rebelles et désobéissants à nos commandements ; défendons toutes assemblées pour cet effet, lesquelles nous déclarons conventicules, illicites et séditeuses, sujettes à la même peine, qui aura lieu même contre les maîtres qui les permettront ou souffriront à l'égard de leurs esclaves.

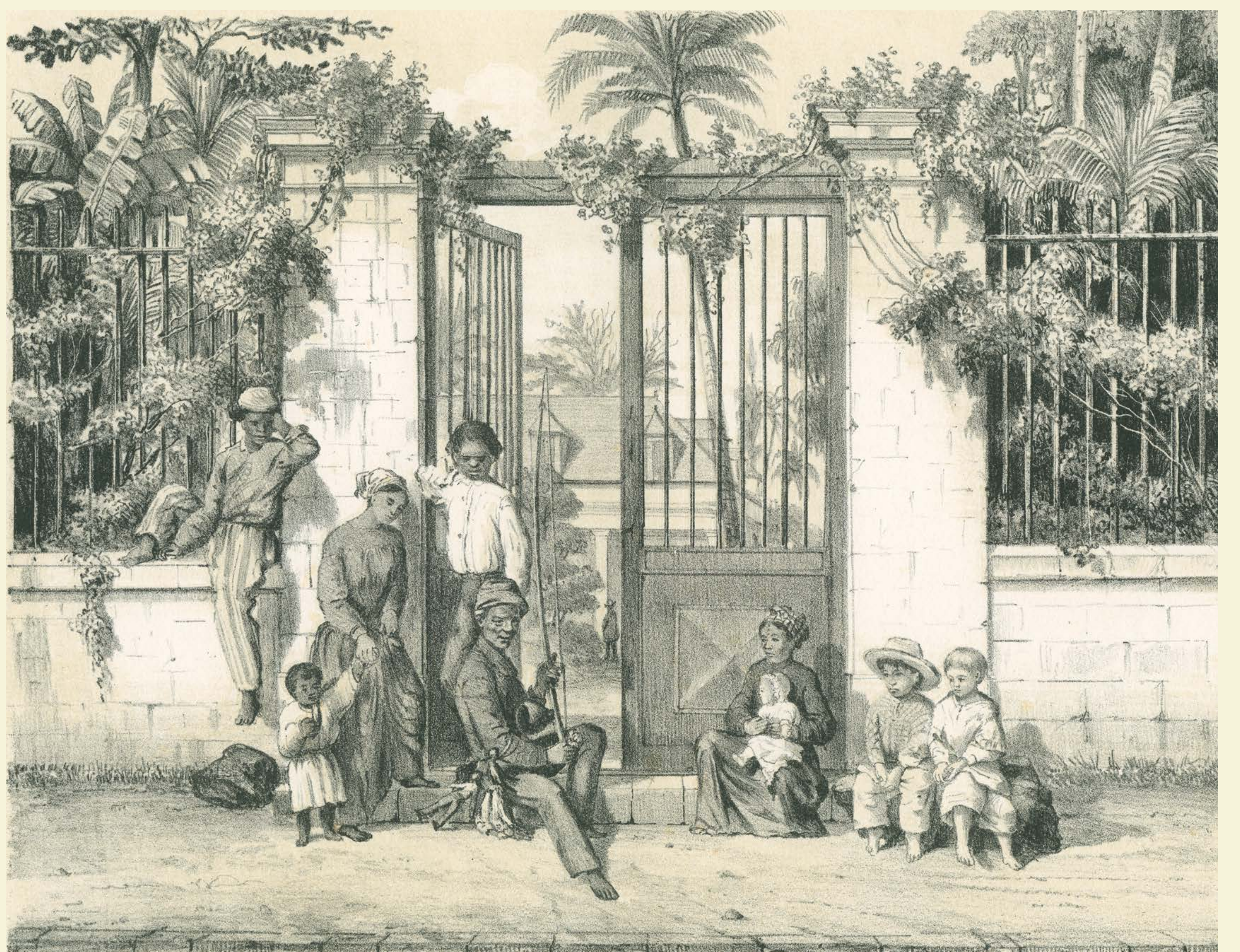
III



Ne seront préposés aucun commandeur à la direction des nègres qu'ils ne fassent profession de la religion catholique, apostolique et romaine, à peine de confiscation desdits nègres contre les maîtres qui les auront préposés, et de punition arbitraire contre les commandeurs qui auront accepté ladite direction.

IV

Enjoignons à tous nos sujets, de quelque qualité et condition qu'ils soient, d'observer régulièrement les jours de dimanches et de fête ; leur défendons de travailler ni faire travailler leurs esclaves auxdits jours, depuis l'heure de minuit jusqu'à l'autre minuit, à la culture de la terre et à tous autres ouvrages, à peine d'amende et de punition arbitraire contre les maîtres, confiscation des esclaves qui seront surpris par nos officiers dans le travail ; pourront néanmoins envoyer leurs esclaves aux marchés.



V



Défendons à nos sujets blancs de l'un et l'autre sexe de contracter mariage avec les noirs à peine de punition et d'amende arbitraire et à tous les curés, prêtres ou missionnaires séculiers ou réguliers et même aux aumôniers des vaisseaux, de les marier ; défendons aussi à nos dits sujets blancs, même aux noirs affranchis ou nés libres de vivre en concubinage avec les esclaves ; voulons que ceux qui auront eu un ou plusieurs enfants

d'une pareille conjonction, ensemble les maîtres qui les auront soufferts soient condamnés, chacun en une amende de trois cents livres, et s'ils sont maîtres de l'esclave de laquelle ils auront eu lesdits enfants, voulons qu'outre l'amende ils soient adjudés à l'hôpital des lieux, sans pouvoir jamais être affranchis ; n'entendons toutefois le présent article avoir lieu lorsque l'homme noir affranchi ou libre qui n'était pas marié durant son concubinage avec son esclave, épousera, dans les formes prescrites par l'église, ladite esclave qui sera affranchie par ce moyen, et les enfants rendus libres et légitimes.



VI

Les solennités prescrites par l'ordonnance de Blois et par la déclaration de 1639 pour les mariages seront observées, tant à l'égard des personnes libres que des esclaves, sans néanmoins que le consentement du père et de la mère de l'esclave y soit nécessaire mais celui du maître seulement.



VII

Défendons très expressément aux curés de procéder au mariage des esclaves, s'ils ne font apparoir du consentement de leurs maîtres ; défendons aussi aux maîtres d'user d'aucune contrainte sur leurs esclaves pour les marier contre leur gré.

VIII

Les enfants qui naîtront des mariages entre les esclaves, seront esclaves et appartiendront aux maîtres des femmes esclaves et non à ceux de leurs maris, si les maris et les femmes ont des maîtres différents.



IX

Voulons que si le mari esclave a épousé une femme libre, les enfants tant mâles que filles suivent la condition de leur mère et soient libres comme elle, nonobstant la servitude de leur père et que si le père est libre et la mère esclave, les enfants soient esclaves pareillement.

X

Les maîtres seront tenus de faire enterrer en terre sainte dans les cimetières destinés à cet effet, leurs esclaves baptisés et à l'égard de ceux qui mourront sans avoir reçu le baptême, ils seront enterrés la nuit dans quelque champ voisin du lieu où ils seront décédés.

XI

Défendons aux esclaves de porter aucune arme offensive ni de gros bâtons à peine du fouet et de confiscation des armes au profit de celui qui les en trouvera saisis, à l'exception seulement de ceux qui seront envoyés à la chasse par leurs maîtres, ou qui seront porteurs de leurs billets ou marques connues.



XII

Défendons pareillement aux esclaves appartenant à différents maîtres de s'attrouper le jour ou la nuit sous prétexte de noces ou autrement soit



chez l'un de leurs maîtres ou ailleurs et encore moins dans les grands chemins ou lieux écartés à peine de punition corporelle qui ne pourra être moindre que du fouet et de la fleur de lys et en cas de fréquentes récidives et autres circonstances aggravantes pourront être punis de mort, ce que nous laissons à l'arbitrage des juges ; enjoignons à tous nos sujets de courre sus aux contrevenants et de les arrêter et conduire en prison, bien qu'ils ne soient officiers et qu'il n'y ait encore contre lesdits contrevenants aucun décret.

Lettres patentes

XIII

Les maîtres qui seront convaincus d'avoir permis ou toléré de pareilles assemblées composées d'autres esclaves que ceux qui leur appartiennent, seront condamnés en leur propre et privé nom de réparer tout le dommage qui aura été fait à leurs voisins à l'occasion desdites assemblées et en dix piastres d'amende pour la première fois et au double en cas de récidive.

XIV



Défendons aux esclaves d'exposer en vente au marché ni de porter dans les maisons particulières pour vendre aucune sorte de denrées, même des fruits, légumes, bois à brûler, herbes ou fourrages pour la nourriture des bestiaux, ni aucune espèce de grains ou autres marchandises, sans permission expresse de leurs maîtres, par billet ou par marques connues, à peine de revendication des choses ainsi vendues, sans restitution du prix par les maîtres, et de six livres d'amende à leur profit contre les acheteurs.

XV

Voulons à cet effet que deux personnes soient préposés dans chaque marché par les officiers desdits conseils, chacun dans leur district ou par les directeurs pour la dite compagnie pour examiner les denrées et marchandises qui y seront apportées par les esclaves ensemble les billets ou marques de leurs maîtres dont ils seront porteurs.

XVI

Permettons à tous nos sujets habitants desdits pays de se saisir de toutes les choses dont ils trouveront les esclaves chargés lorsqu'ils n'auront pas de billet de leurs maîtres ni des marques connues pour être rendus incessamment à leurs maîtres si leur habitation est voisine du lieu où les esclaves auront été surpris en délit ; sinon, elles seront incessamment envoyées au magasin de la Compagnie le plus proche pour y être en dépôt jusqu'à ce que les maîtres en aient été avertis.



XVII



Voulons que les officiers desdits Conseils supérieurs chacun en ce qui les concerne ou les directeurs pour ladite Compagnie nous envoient leur avis sur la quantité des vivres et la qualité de l'habillement qu'il convient que les maîtres fournissent à leurs esclaves, lesquels vivres doivent leur être fournis par chacune semaine et l'habillement par chacune année pour y être statué par nous et cependant permettons auxdits officiers ou directeurs de régler par provision lesdits vivres et lesdits habillements ; défendons aux maîtres desdits esclaves de donner aucune sorte d'eau-de-vie ou guildive, pour tenir lieu de ladite subsistance et habillement.



XVIII

Leur défendons pareillement de se décharger de la nourriture et subsistance de leurs esclaves, en leur permettant de travailler certains jours de la semaine pour leur compte particulier.



XIX

Les esclaves qui ne seront point nourris, vêtus et entretenus par leurs maîtres pourront en donner avis au procureur général desdits conseils, procureur pour nous, et mettre leurs mémoires entre ses mains, sur lesquels et même d'office, si les avis lui viennent d'ailleurs, les maîtres seront poursuivis à sa requête et sans frais, ce que nous voulons être observé pour les crimes et pour les traitements barbares et inhumains des maîtres envers leurs esclaves.

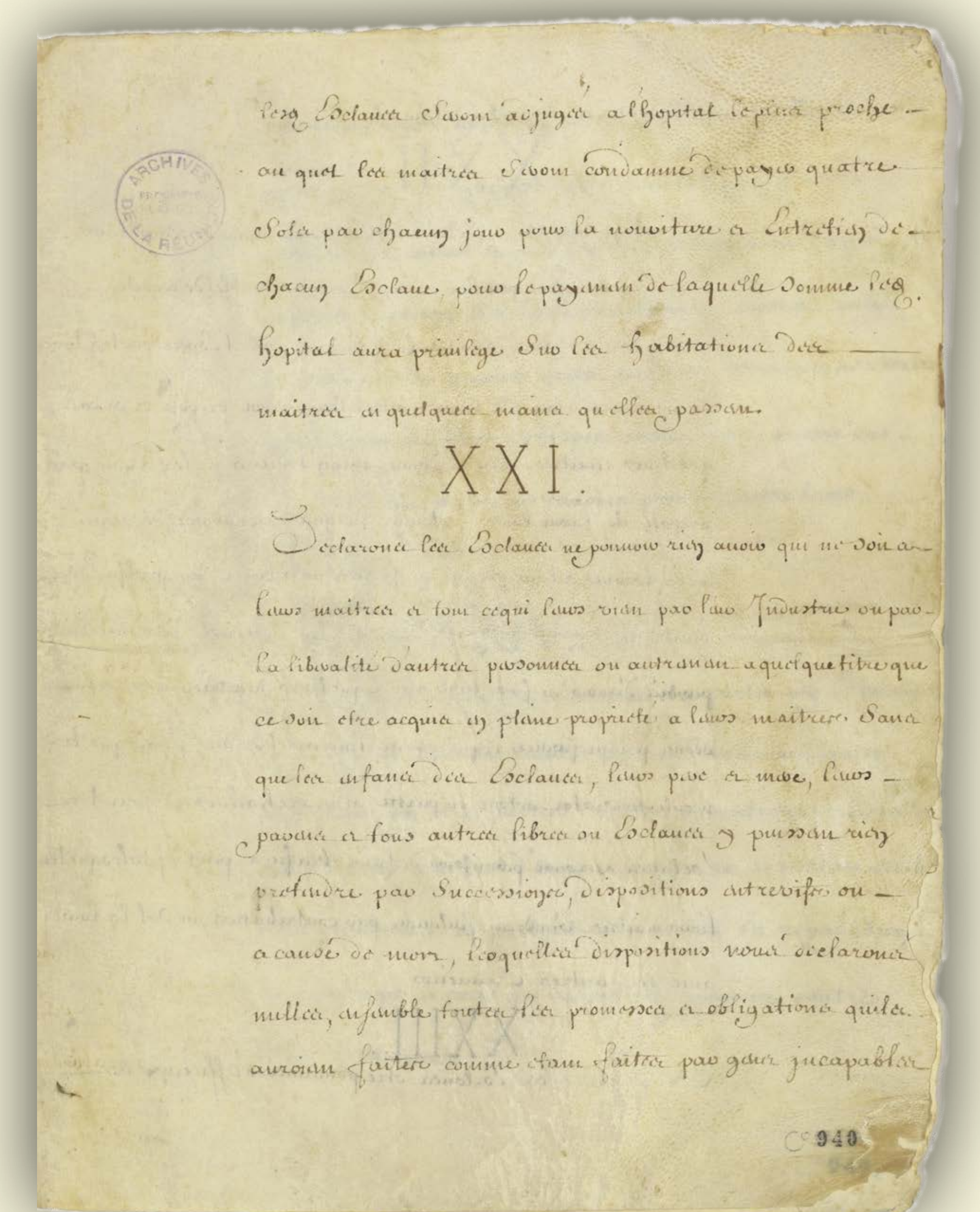
XX



Les esclaves infirmes par vieillesse, maladie ou autrement, soit que la maladie soit incurable ou non, seront nourris et entretenus par leurs maîtres et en cas qu'ils les eussent abandonnés, lesdits esclaves seront adjugés à l'hôpital le plus proche auquel les maîtres seront condamnés à payer quatre sols par chacun jour pour la nourriture et entretien de chacun esclave pour le paiement de laquelle somme ledit hôpital aura privilège sur les habitations des maîtres en quelques mains qu'elles passent.

XXI

Déclarons les esclaves ne pouvoir rien avoir qui ne soit à leurs maîtres et tout ce qui leur vient par leur industrie ou par la libéralité d'autres personnes ou autrement à quelque titre que ce soit être acquis en pleine propriété à leurs maîtres, sans que les enfants des esclaves, leurs père et mère, leurs parents et tous autres libres ou esclaves, y puissent rien prétendre par successions, dispositions entre-vifs, ou à cause de mort, lesquelles dispositions nous déclarons nulles, ensemble toutes les promesses et obligations qu'ils auraient faites, comme étant faites par gens incapables de disposer et contracter de leur chef.



XXII

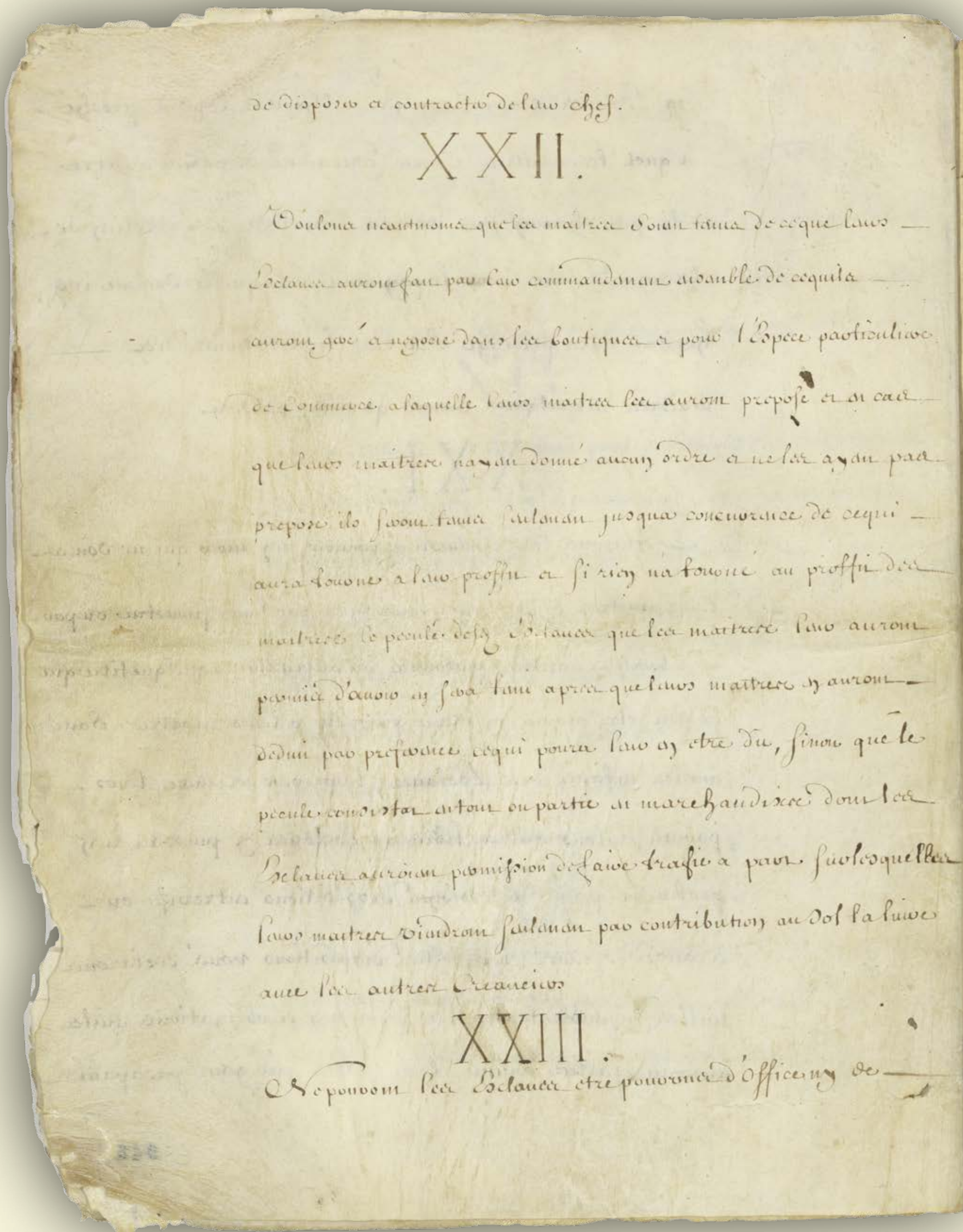


Voulons néanmoins que les maîtres soient tenus de ce que leurs esclaves auront fait par leur commandement ensemble de ce qu'ils auront géré et négocié dans les boutiques et pour l'espèce particulière de commerce à laquelle leurs maîtres les auront préposés et, en cas que leurs maîtres n'ayant donné aucun ordre et ne les ayant pas préposés, ils seront tenus seulement jusqu'à concurrence de ce qui aura tourné à leur profit et si rien n'a tourné au profit des maîtres, le pécule desdits esclaves que les maîtres leur auront permis d'avoir ne sera tenu après que leurs maîtres en auront déduit par préférence ce qui pourra leur en être dû, sinon que le pécule consistât en tout ou partie en marchandises, dont les esclaves auraient permission de faire trafic à part sur lesquelles leurs maîtres viendront seulement par contribution au sol la livre avec les autres créanciers.

Lettres patentes

XXIII

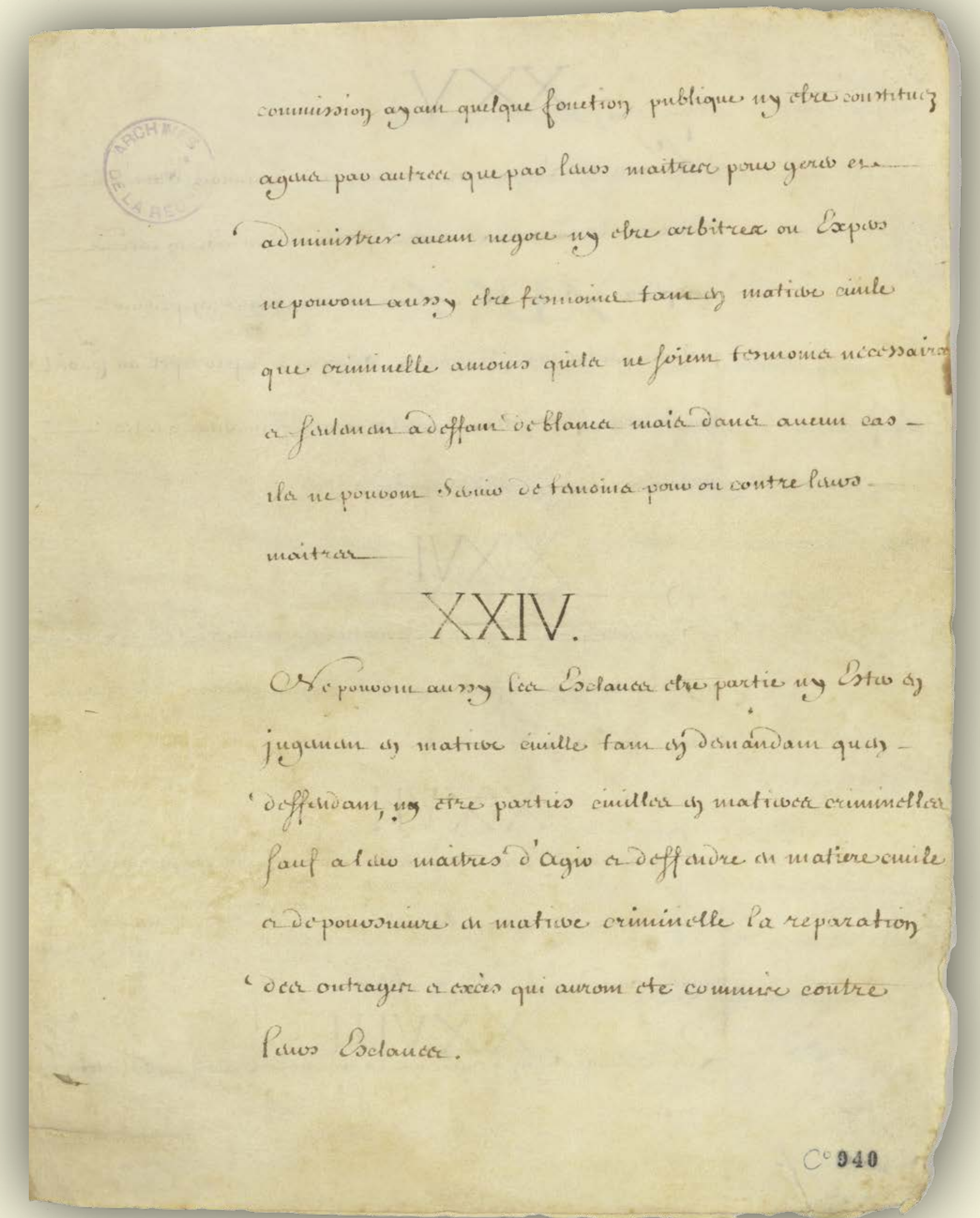
Ne pourront les esclaves être pourvus d'office ni de commission ayant quelque fonction publique ni être constitués agents par autres que par leurs maîtres pour gérer et administrer aucun négoce ni être arbitres ou experts ; ne pourront aussi être témoins tant en matière civile que criminelle à moins qu'ils ne soient témoins nécessaires et seulement à défaut de blancs mais, dans aucun cas, ils ne pourront servir de témoins pour ou contre leurs maîtres.



XXIV

Ne pourront aussi les esclaves être partie ni ester en jugement en matière civile tant en demandant qu'en défendant, ni être parties civiles en matières criminelles sauf à leurs maîtres d'agir et défendre en matière civile et

de poursuivre en matière criminelle la réparation des outrages et excès qui auront été commis contre leurs esclaves.



XXV

Pourront les esclaves être poursuivis criminellement sans qu'il soit besoin de rendre leurs maîtres parties si ce n'est en cas de complicité et seront les esclaves accusés, jugés en première instance par les juges ordinaires s'il y en a et par appel au conseil sur la même instruction et avec les mêmes formalités que les personnes libres.



XXVI

L'esclave qui aura frappé son maître, sa maîtresse, le mari de sa maîtresse ou leurs enfants avec contusion ou effusion de sang, ou au visage, sera puni de mort.

XXVII

Et quant aux excès et voies de fait qui seront commis par les esclaves contre les personnes libres, voulons qu'ils soient sévèrement punis, même de mort s'il y échoit.

XXVIII

Les vols qualifiés même de chevaux, cavales, mulets, bœufs ou vaches qui auront été faits par les esclaves ou par les affranchis seront punis de peine afflictive même de mort si le cas le requiert.

XXIX

Les vols de moutons, chèvres, cochons, volailles, grains, fourrages, pois, fèves ou autres légumes et denrées faits par les esclaves, seront punis selon la qualité du vol par les juges qui pourront s'il y échoit les condamner d'être battus de verges par l'exécuteur de la haute justice et marqués d'une fleur de lys.

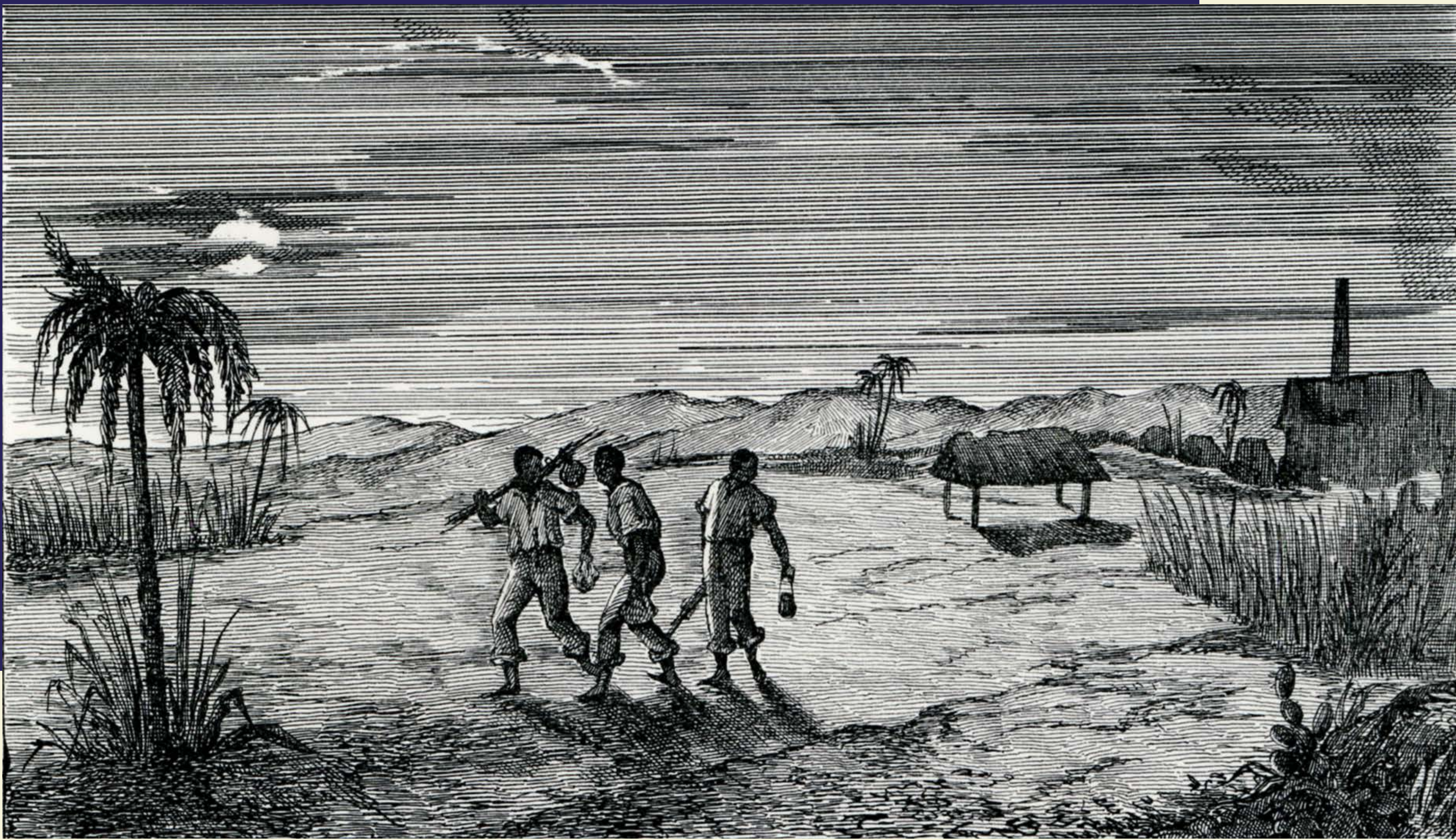




XXX

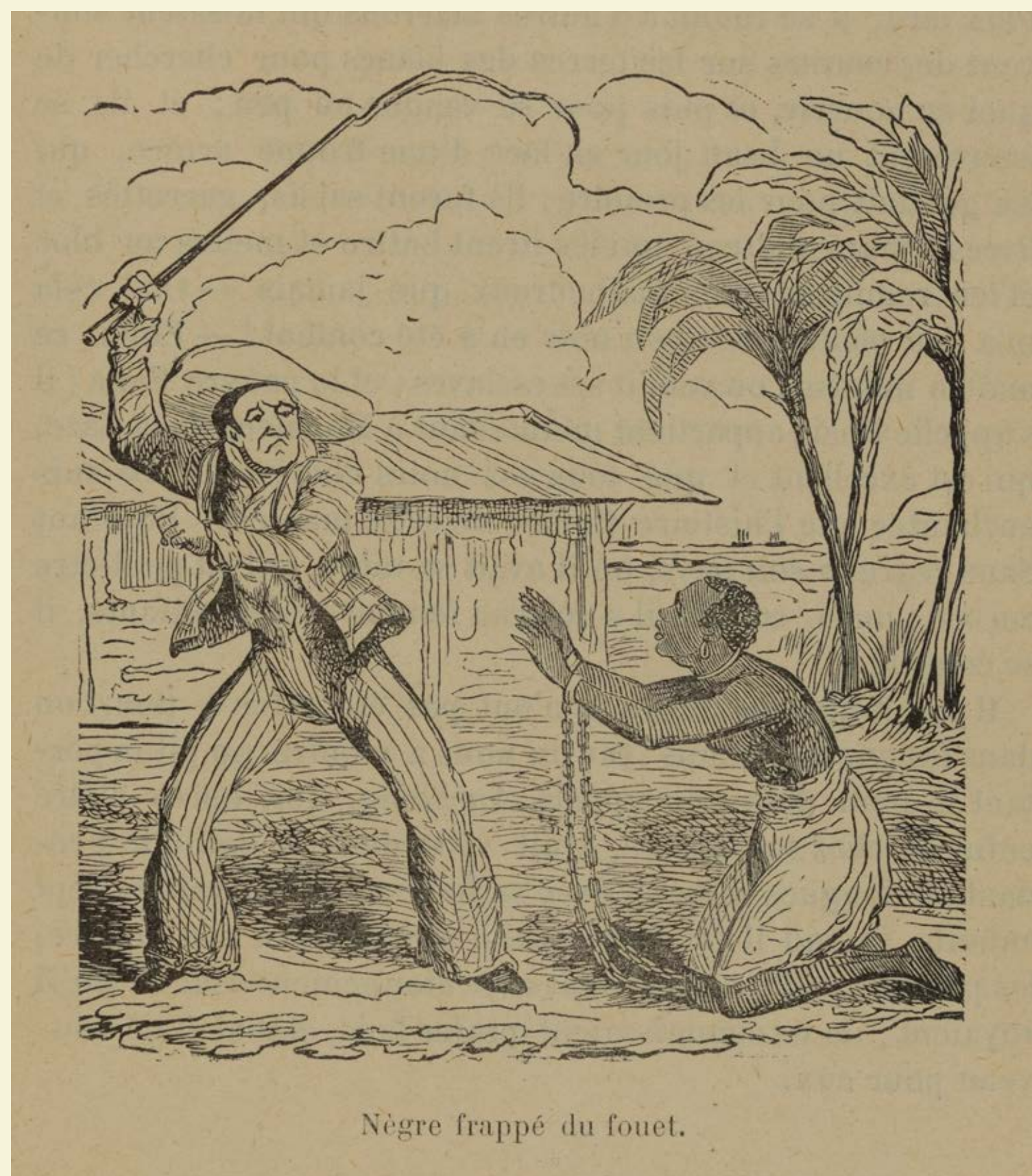
Seront tenus les maîtres en cas de vol ou d'autre dommage causé par leurs esclaves outre la peine corporelle des esclaves de réparer le tort en leur nom, s'ils n'aiment mieux abandonner l'esclave à celui auquel le tort aura été fait, ce qu'ils seront tenus d'opter dans trois jours, à compter de celui de la condamnation, autrement ils en seront déçus.

XXXI



L'esclave fugitif qui aura été en fuite pendant un mois à compter du jour que son maître l'aura dénoncé à justice aura les oreilles coupées et sera marqué d'une fleur de lys sur une épaule et s'il récidive pendant un autre mois à compter pareillement du jour de la dénonciation il aura le jarret coupé et il sera marqué d'une fleur de lys sur l'autre épaule et la troisième fois il sera puni de mort.

XXXII



Voulons que les esclaves qui auront encouru les peines de fouet, de la fleur de lys et des oreilles coupées, soient jugés en dernier ressort par les juges ordinaires et exécutés sans qu'il soit



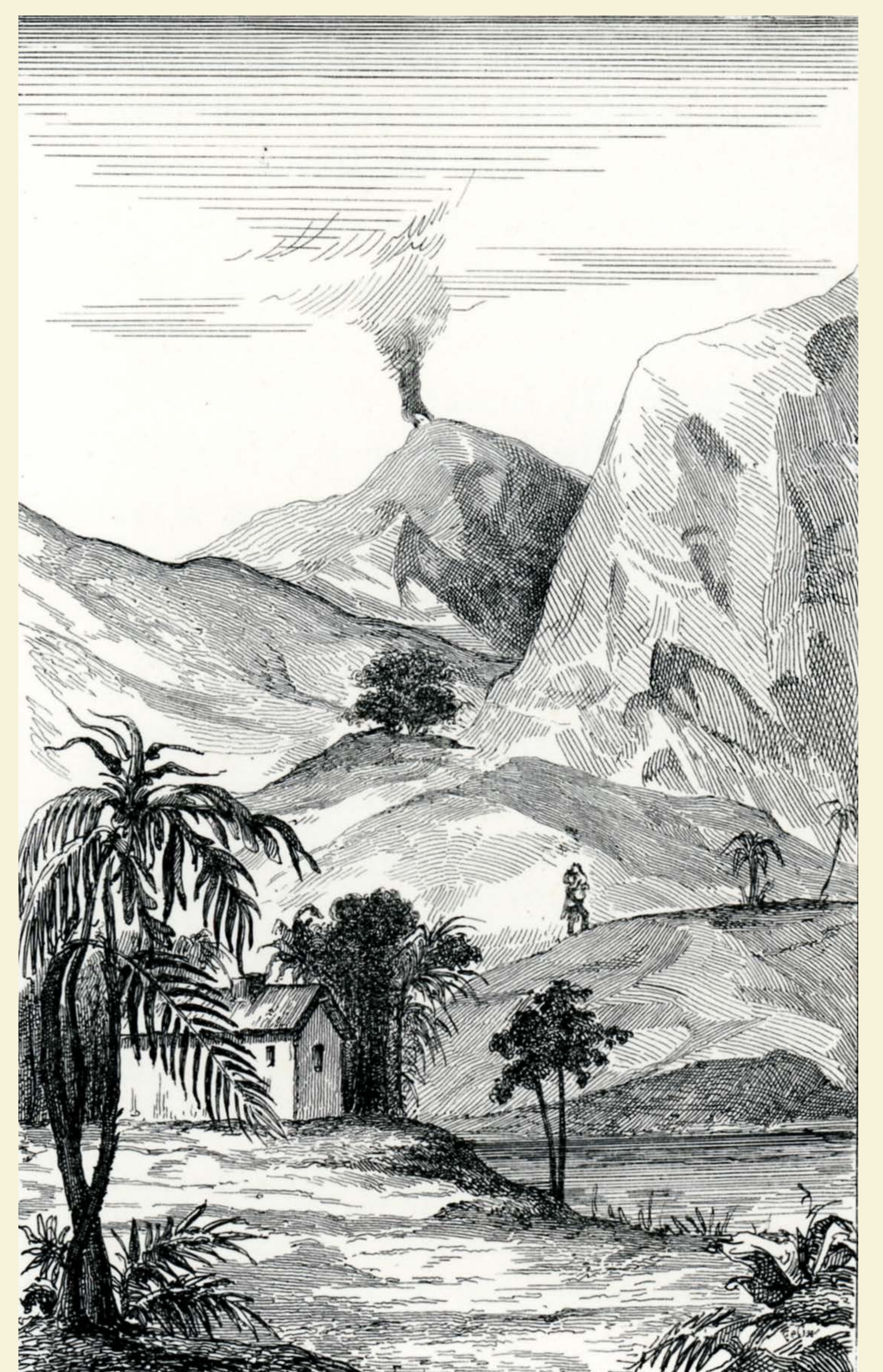
nécessaire que tels jugements soient confirmés par le Conseil supérieur nonobstant le contenu en l'article vingt-cinq des présentes qui n'aura lieu que pour les jugements portant condamnation de mort ou de jarret coupé.

XXXIII

Les affranchis ou nègres libres qui auront donné retraite dans leurs maisons aux esclaves fugitifs seront condamnés par corps envers le maître, en une amende de dix piastres par chaque jour de rétention et les autres personnes libres qui leur auront donné pareillement retraite, en trois piastres d'amende aussi par chacun jour de rétention et faute par lesdits nègres affranchis ou libres de pouvoir payer l'amende, ils seront réduits à la condition d'esclaves et vendus et si le prix de la vente passe l'amende, le surplus sera délivré à l'hôpital.

XXXIV

Permettons à nos sujets desdits pays qui auront des esclaves fugitifs en quelque lieu que ce soit d'en faire faire la recherche par telles personnes et à telles conditions qu'ils jugeront à propos ou de la faire eux-mêmes ainsi que bon leur semblera.



Lettres patentes

XXXV

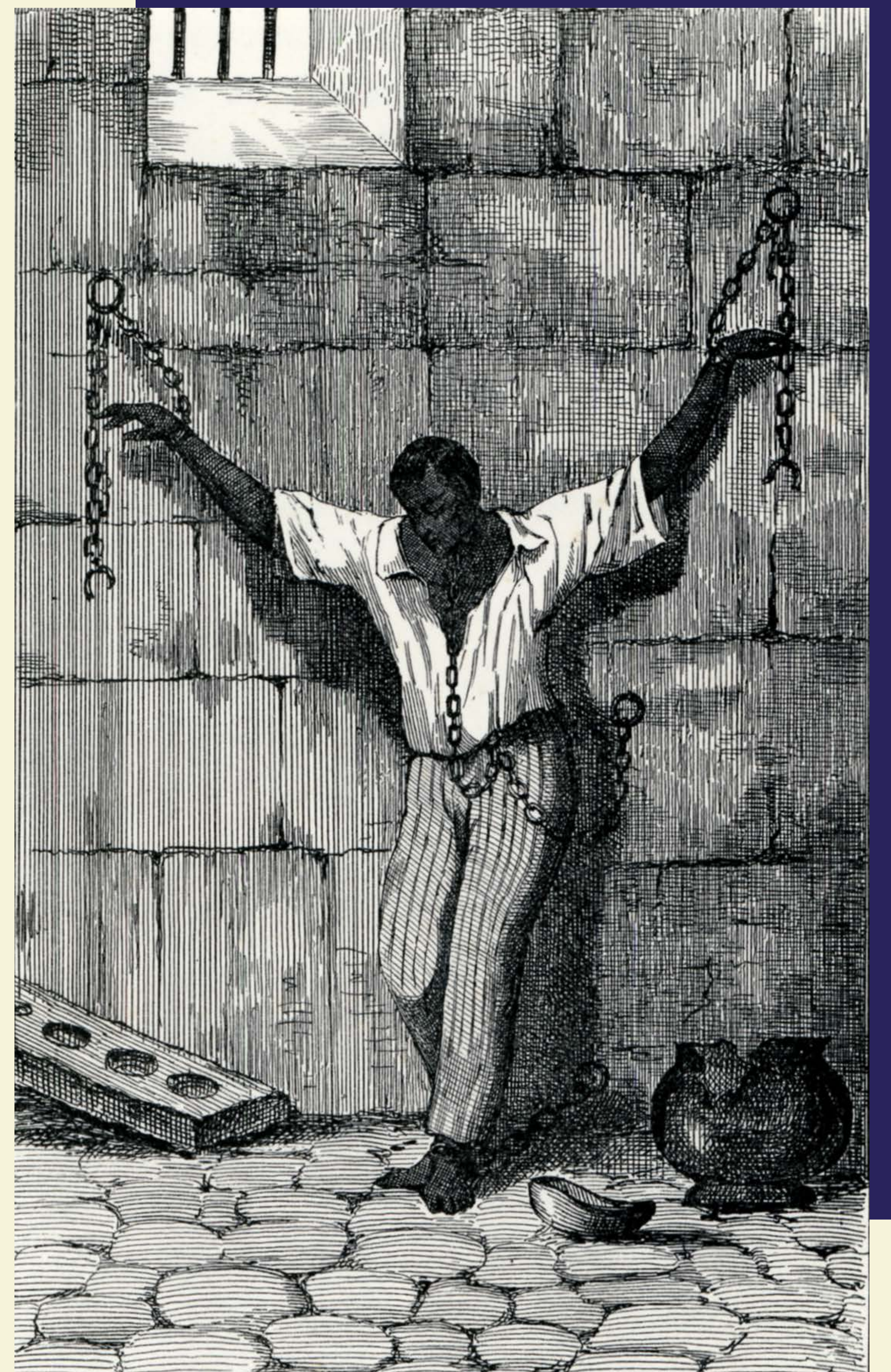
L'esclave condamné à mort sur la dénonciation de son maître, lequel ne sera pas complice du crime, sera estimé avant l'exécution par deux des principaux habitants qui seront nommés d'office par le juge et le prix de l'estimation en sera payé pour à quoi satisfaire il sera imposé par les conseils chacun dans leur ressort ou par les directeurs de ladite Compagnie sur chaque tête d'esclave, la somme portée par l'estimation laquelle sera réglée sur chacun desdits nègres, et levée par ceux qui seront commis à cet effet.

XXXVI

Défendons à tous officiers des conseils et autres officiers de justice établis auxdits pays de prendre aucune taxe dans les procès criminels contre les esclaves, à peine de concussion.

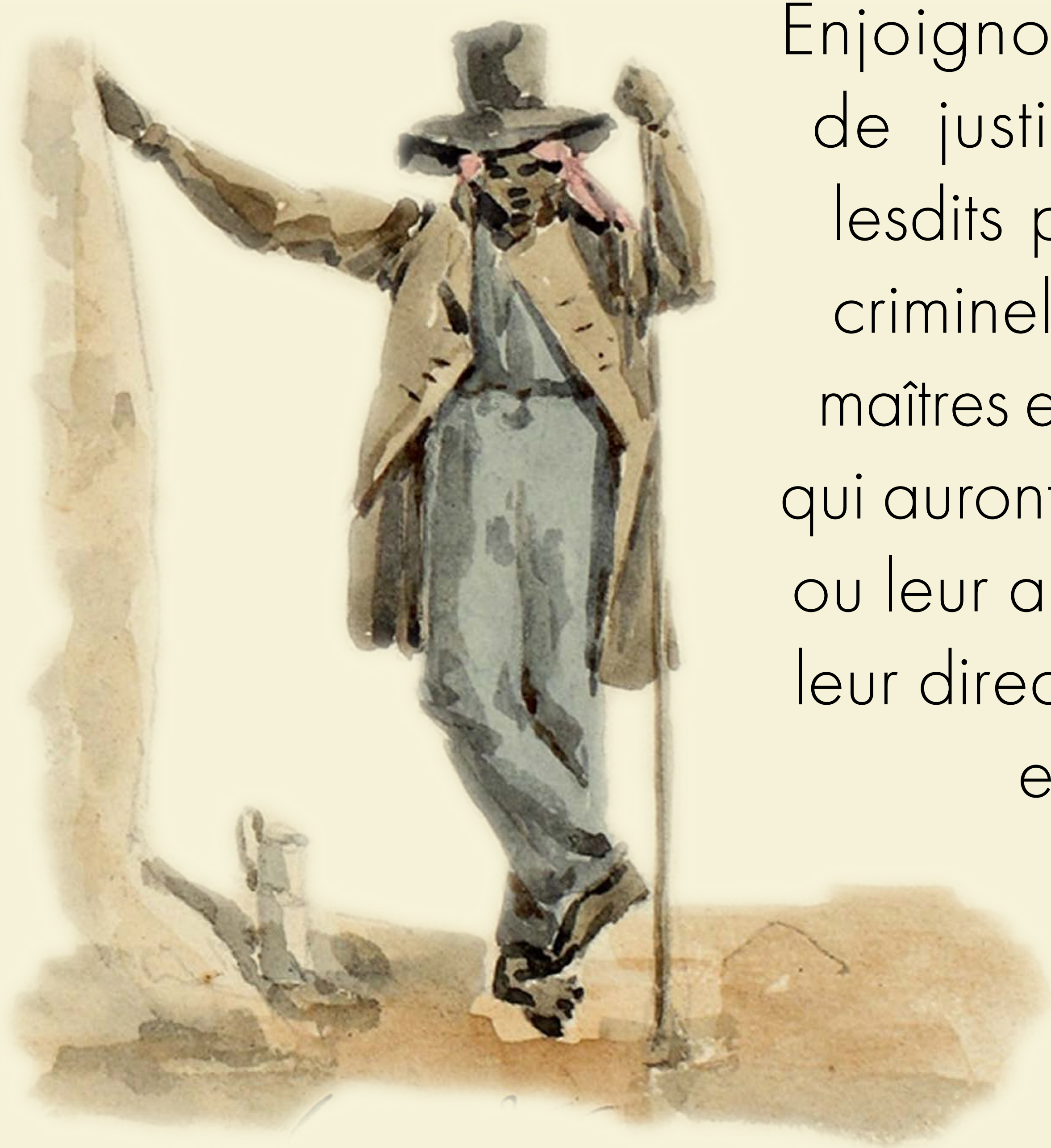
XXXVII

Défendons aussi à tous nos sujets desdits pays de quelque qualité et condition qu'ils soient, de donner ou faire donner de leur autorité privée la question ou torture à leurs esclaves sous quelque prétexte que ce soit, ni de leur faire ou faire faire aucune mutilation de membre à peine de confiscation des esclaves et d'être procédé contre eux extraordinairement ; leur permettons seulement lorsqu'ils croiront que leurs esclaves l'auront mérité de les faire enchaîner et battre de verges ou cordes.



XXXVIII

Enjoignons aux officiers de justice établis dans lesdits pays de procéder criminellement contre les maîtres et les commandeurs qui auront tué leurs esclaves ou leur auront mutilé les membres étant sous leur puissance ou sous leur direction et de punir le maître selon l'atrocité des circonstances et en cas qu'il y ait lieu à l'absolution leur permettons de renvoyer tant les maîtres que les commandeurs absous sans qu'ils aient besoin d'obtenir de nous des lettres de grâce.



XXXIX

Voulons que les esclaves soient réputés meubles et comme tels qu'ils entrent dans la communauté, qu'il n'y ait point de suite par hypothèque sur eux, qu'ils se partagent également entre les co-héritiers sans préciput et droit d'aînesse, et qu'ils ne soient point sujets au douaire coutumier, au retrait lignager et féodal, aux droits féodaux et seigneuriaux, aux formalités des décrets, ny au retranchement des quatre quints en cas de disposition à cause de mort ou testamentaire.

XL

N'entendons toutefois priver nos sujets de la faculté de les stipuler propres à leurs personnes et aux leurs de leur côté et ligne, ainsi qu'il se pratique pour les sommes de deniers et autres choses mobilières.



XLI

Les formalités prescrites par nos ordonnances et par la coutume de Paris pour les saisies des choses mobilières seront observées dans les saisies des esclaves. Voulons que les deniers en provenant soient distribués par ordre des saisies et en cas de déconfiture au sol la livre, après que les dettes privilégiées auront été payées et généralement que la condition des esclaves soit réglée en toutes affaires comme celles des autres choses mobilières.

XLII

Voulons néanmoins que le mari, sa femme et leurs enfants impubères ne puissent être saisis et vendus séparément s'ils sont tous sous la puissance d'un même maître ; déclarons nulles les saisies et ventes séparées qui pourraient en être faites, ce que nous voulons aussi avoir lieu dans les ventes volontaires à peine contre ceux qui feront lesdites ventes, d'être privés de celui ou de ceux qui seront adjugés aux acquéreurs, sans qu'ils soient tenus de faire aucun supplément de prix.



XLIII

Voulons aussi que les esclaves âgés de quatorze ans et au dessus jusqu'à soixante ans attachés à des fonds ou habitations et y travaillant actuellement ne puissent être saisis pour autres dettes que pour ce qui sera dû du prix de leur achat à moins que lesdits fonds ou habitations fussent saisis réellement, auquel cas nous enjoignons de les comprendre dans la saisie réelle et défendons à peine de nullité de procéder par saisie réelle et adjudication par décret sur des fonds ou habitations sans y comprendre les esclaves de l'âge susdit y travaillant actuellement.

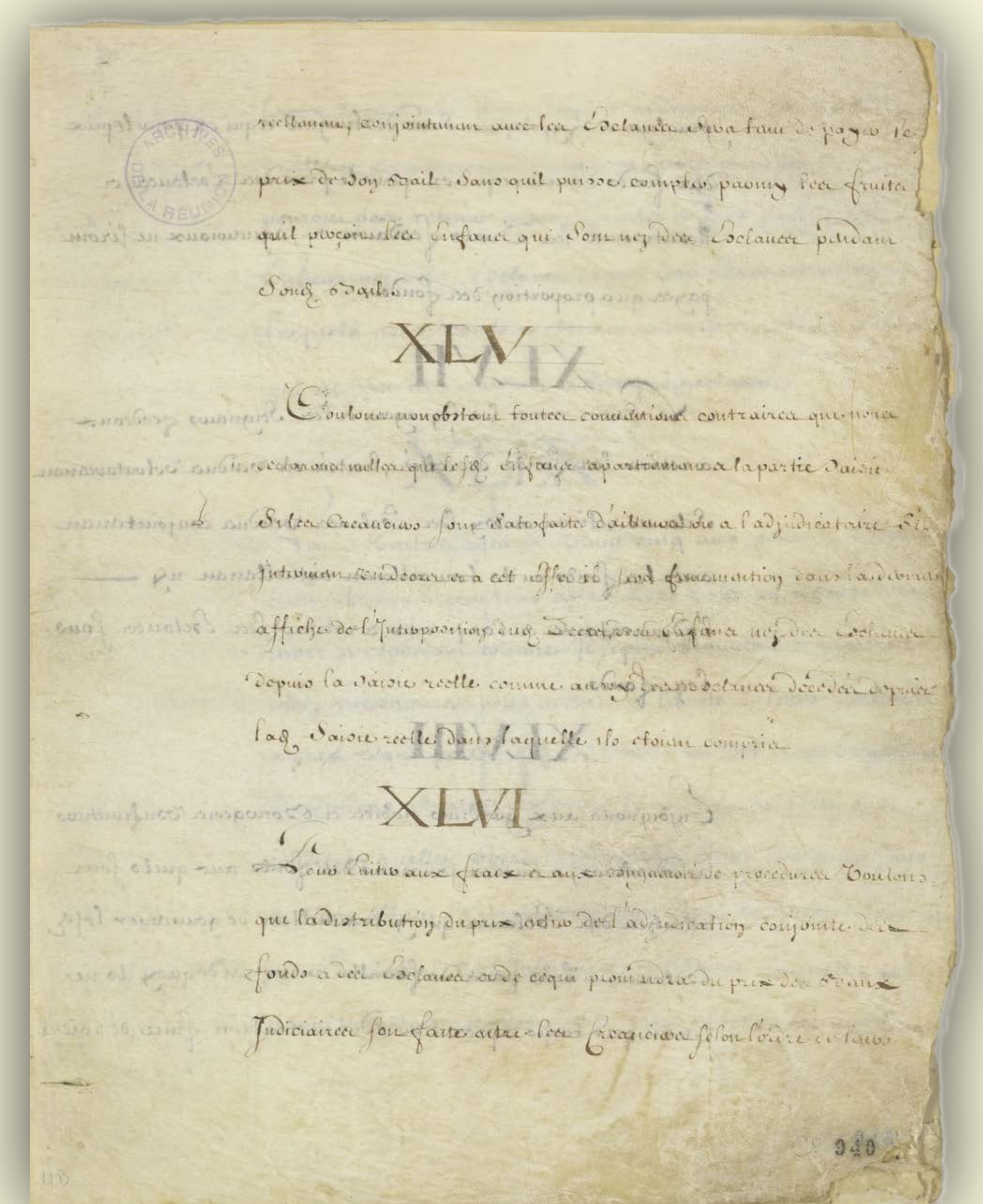


XLIV

Le fermier judiciaire des fonds ou habitations saisies réellement conjointement avec les esclaves, sera tenu de payer le prix de son bail, sans qu'il puisse compter parmi les fruits qu'il perçoit les enfants qui sont nés des esclaves pendant son dit bail.

XLV

Voulons nonobstant toutes conventions contraires que nous déclarons nulles, que lesdits enfants appartiennent à la partie saisie si les créanciers sont satisfaits d'ailleurs ou à l'adjudicataire s'il intervient un décret et à cet effet, il sera fait mention dans la dernière affiche de l'interposition dudit décret, des enfants nés des esclaves depuis la saisie réelle ; comme aussi des esclaves décédés depuis ladite saisie réelle dans laquelle ils étaient compris.



Lettres patentes

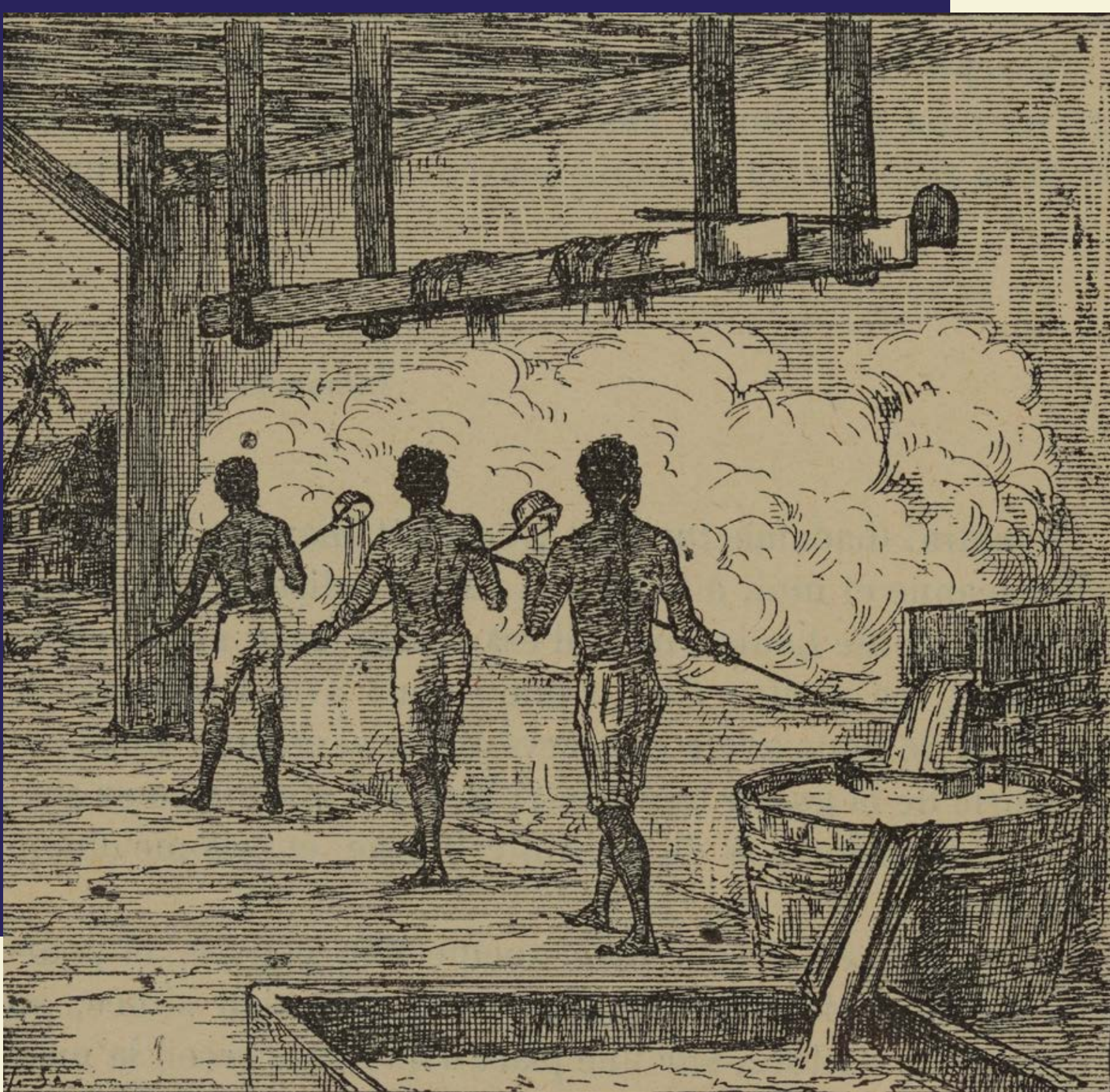
XLVI

Pour éviter aux frais et aux longueurs des procédures, voulons que la distribution du prix entier de l'adjudication conjointe des fonds et des esclaves et de ce qui proviendra du prix des baux judiciaires, soit faite entre les créanciers selon l'ordre de leurs privilèges et hypothèques sans distinguer ce qui est pour le prix des fonds d'avec ce qui est pour le prix des esclaves et néanmoins les droits féodaux et seigneuriaux ne seront payés qu'à proportion des fonds.

XLVII

Ne seront reçus les lignagers et les seigneurs féodaux à retirer les fonds décrétés, licités ou vendus volontairement s'ils ne retirent aussi les esclaves vendus conjointement avec les fonds où ils travaillaient actuellement ni l'adjudicataire ou l'acquéreur à retenir les esclaves sans les fonds.

XLVIII



Enjoignons aux gardiens nobles et bourgeois usufruitiers, amodiateurs et autres jouissants de fonds auxquels sont attachés des esclaves qui y travaillent de gouverner lesdits esclaves en bons pères de familles, au moyen de quoi ils ne seront pas tenus après leur administration finie de rendre le prix de ceux qui seront décédés ou diminués par maladie, vieillesse ou autrement sans leur faute et aussi ils ne pourront pas

retenir comme fruits à leur profit les enfants nés desdits esclaves durant leur administration lesquels nous voulons être conservés et rendus à ceux qui en sont les maîtres et les propriétaires.



XLIX

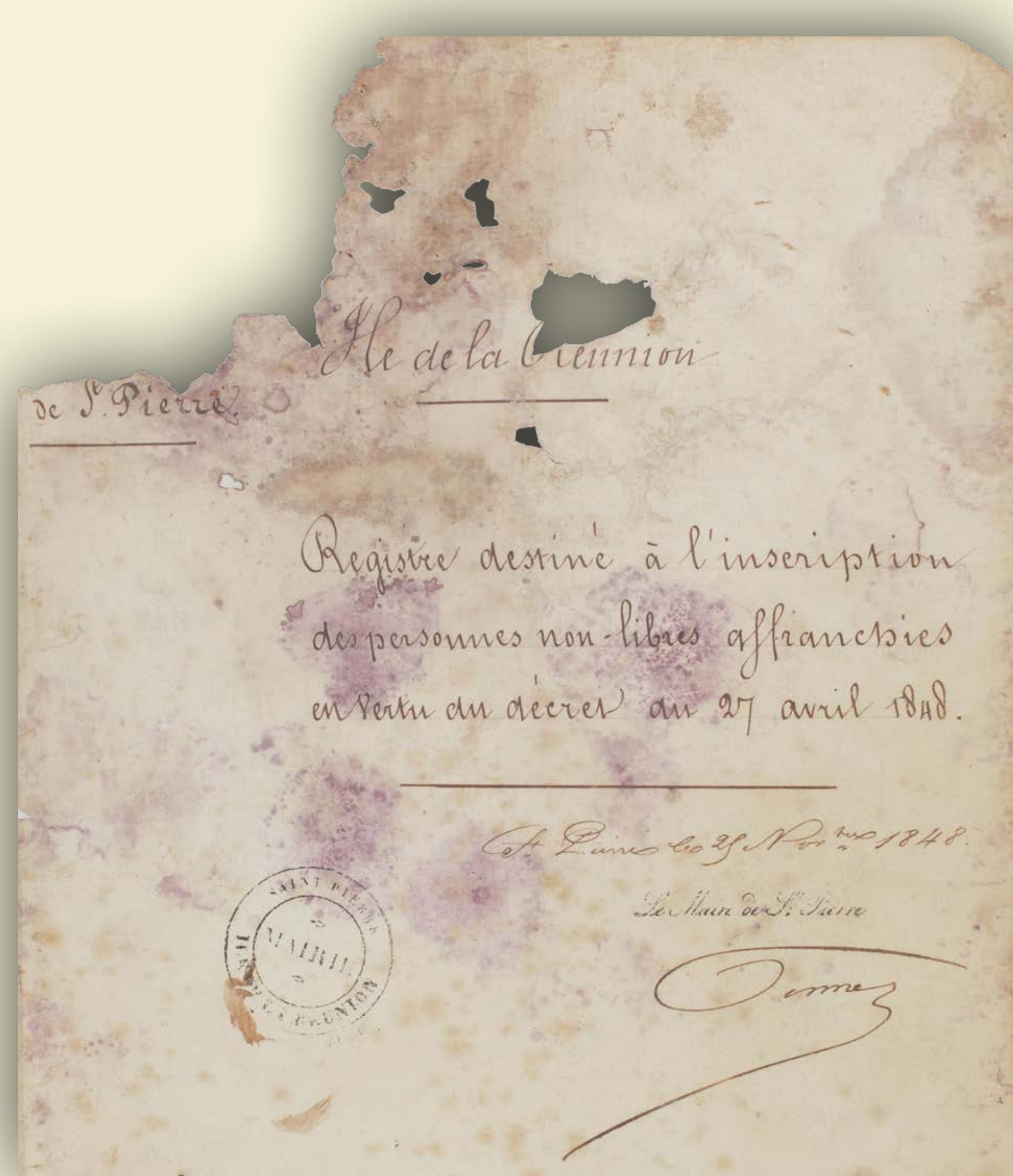
Les maîtres âgés de vingt-cinq ans pourront affranchir leurs esclaves par tous les actes entre-vifs ou à cause de mort et cependant comme il se peut trouver des maîtres assez mercenaires pour mettre la liberté de leurs esclaves à prix ce qui porte lesdits esclaves au vol et au brigandage, défendons à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient d'affranchir leurs esclaves sans en avoir obtenu la permission par arrêt du conseil supérieur ou provincial de l'île où ils résideront, laquelle permission sera accordée sans frais lorsque les motifs qui auront été exposés par les maîtres paraîtront légitimes.

Voulons que les affranchissements qui seront faits à l'avenir sans cette permission soient nuls, et que les affranchis n'en puissent jouir, ni être reconnus pour tels ; ordonnons au contraire qu'ils soient tenus, censés et réputés esclaves, que les maîtres en soient privés et qu'ils soient confisqués au profit de la Compagnie des Indes.

L

Voulons néanmoins que les esclaves qui auront été nommés par leurs maîtres tuteurs de leurs enfants soient tenus et réputés comme nous les tenons et réputons pour affranchis.

X	16	André Antoin	1723	deux	de 20 ans, né à Saint-Pierre, le 15 Mars 1703. Il a été acheté par son maître le 15 Mars 1703. Il a été acheté par son maître le 15 Mars 1703. Il a été acheté par son maître le 15 Mars 1703.
X	17	Albin Comte	1723	deux	de 20 ans, né à Saint-Pierre, le 15 Mars 1703. Il a été acheté par son maître le 15 Mars 1703. Il a été acheté par son maître le 15 Mars 1703. Il a été acheté par son maître le 15 Mars 1703.
X	18	Alain Auguste	1723	deux	de 20 ans, né à Saint-Pierre, le 15 Mars 1703. Il a été acheté par son maître le 15 Mars 1703. Il a été acheté par son maître le 15 Mars 1703. Il a été acheté par son maître le 15 Mars 1703.
X	19	Alain Balthazar	1723	deux	de 20 ans, né à Saint-Pierre, le 15 Mars 1703. Il a été acheté par son maître le 15 Mars 1703. Il a été acheté par son maître le 15 Mars 1703. Il a été acheté par son maître le 15 Mars 1703.
X	20	Alain Auguste	1723	deux	de 20 ans, né à Saint-Pierre, le 15 Mars 1703. Il a été acheté par son maître le 15 Mars 1703. Il a été acheté par son maître le 15 Mars 1703. Il a été acheté par son maître le 15 Mars 1703.





LI

Déclarons les affranchissements faits dans les formes ci-devant prescrites tenir lieu de naissance dans nos dits pays et les affranchis n'avoir besoin de nos lettres de naturalité pour jouir des avantages de nos sujets naturels dans notre royaume, terre et pays de notre obéissance encore qu'ils soient nés dans les pays étrangers ; déclarons cependant lesdits affranchis ensemble le nègre libre incapables de recevoir des blancs aucune donation entre vifs à cause de mort ou autrement ; voulons qu'en cas qu'il leur en soit faite aucune, elle demeure nulle à leur égard, et soit appliquée au profit de l'hôpital le plus prochain.

LII

Commandons aux affranchis de porter un respect singulier à leurs anciens maîtres, à leurs veuves et à leurs enfants en sorte que l'injure qu'ils auront faite soit punie plus gravement que si elle était faite à une autre personne ; les déclarons toutefois francs et quittes envers eux de toutes autres charges, services et droits utiles que leurs anciens maîtres voudraient prétendre tant sur leurs personnes que sur leurs biens et successions en qualité de patrons.

LIII

Octroyons aux affranchis les mêmes droits, privilèges et immunités, dont jouissent les personnes nées libres ; voulons que le mérite d'une liberté acquise produise en eux tant pour leurs personnes que pour leurs biens les mêmes effets que le bonheur de la liberté naturelle cause à nos autres sujets, le tout cependant aux exceptions portées par l'article cinquante un des présentes.

LIV

Déclarons les confiscations et les amendes qui n'ont pas de destination particulière par ces présentes appartenir à ladite Compagnie des Indes pour être payées à ceux qui sont préposés à la recette de ces droits et revenus ; voulons néanmoins que déduction soit faite du tiers desdites confiscations et amendes au profit de l'hôpital du lieu le plus proche où elles auront été adjugées.

Si donnons en mandement à nos aimés et féaux les gens tenant nos conseils supérieur de l'île de Bourbon et provincial de l'île de France, que ces présentes ils aient à faire lire publier et registrer et le contenu en icelles garder et observer selon leur forme et teneur nonobstant tous édits, déclarations, arrêts, règlements et usages à ce contraire, auxquels nous avons dérogé et dérogeons par ces dites présentes.

Car tel est notre plaisir et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours nous y avons fait mettre notre scel.

Donné à Versailles, au mois de décembre, l'an de grâce mil sept cent vingt-trois et de notre règne le neuvième.

Louis

Par le Roy : Phélypeaux ; visa : Fleuriau

